

## BIBLIOGRAPHIE

*La paroisse en Languedoc (XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> s.)*, Cahiers de Fanjeaux, 25, Privat, Toulouse, 1990, 427 pp.

Les cahiers de Fanjeaux ont vingt-cinq ans. Ils fêtent magnifiquement leurs noces d'argent, nous offrant un volume remarquable par sa forme et par son fond. D'une part, cette publication, plus volumineuse que la moyenne des autres titres de la collection, ne fait pas moins de 427 pages ; comme les autres cahiers, l'élégante et sobre maquette de la couverture, les précieux index, l'organisation d'ensemble (vous faisant oublier que vous êtes en présence des actes d'un colloque) ou les austères photographies en noir et blanc révèlent le classique de l'histoire religieuse du Midi qui campera dans les bibliothèques à la suite d'une série dont les origines remontent d'ores et déjà au quart de siècle. D'autre part, la paroisse, thème choisi pour cette rencontre, est un sujet en plein renouvellement, ouvrant de multiples problématiques et débouchant sur de nombreuses questions. Endroit premier de dévotion et de pastorale, lieu de sociabilité, de rencontre et d'échange, structure d'encadrement et de perception, l'église paroissiale — que les archéologues (grands absents de ce volume !) voient de plus en plus comme l'élément catalyseur de l'encellulement au même titre que le château — est bel et bien centrale dans la micro-société villageoise. Cette cellule de base de la religiosité méritait bien que l'on publiât une quinzaine de communications présentées au cours d'un colloque dont on ne conservera malheureusement pas les discussions et les débats, mais c'est le parti-pris des éditeurs qui devraient peut-être songer à l'importance de ces échanges pour faire avancer nos connaissances ou pour comprendre les enjeux historiographiques de telle ou telle prise de position.

Les sources relatives à la paroisse ne permettent pas toujours d'appréhender la spiritualité qui présidait à la plus documentée vie sociale et économique de son desservant et de ses ouailles. Pourtant, dans un article où il analyse les rapports, rarement conflictuels au XIII<sup>e</sup> siècle, entre dominicains et curés, M.-H. Vicairie — animateur, secrétaire et rédacteur des colloques de Fanjeaux — insiste bien sur la fonction profonde d'inspiration et de sanctification qui, à travers prédication et sacrements, est dévolue à la paroisse (p. 281). La passation du contrôle de la paroisse du clergé séculier au régulier est également évoquée par H. Barthes qui examine le cas de Cornelhan, église ballottée entre le ressort du chapitre de Béziers et celui des chanoinesses du Saint-Esprit. Comme l'on pourrait se douter, les sources normatives s'avèrent décevantes à l'heure de pénétrer la vie intérieure du clergé paroissial ou des laïcs : la longue description des statuts synodaux français entreprise par J. Longère démontre tout au plus que les thèmes de science scripturaire raisonnable, d'exemplarité de vie,

d'obéissance à l'épiscopat et de soin des démunis ont connu des développements chaque jour plus étoffés tout au long du XIII<sup>e</sup> siècle. Les dispositions du concile de Lavaur de 1368 insistent, pour les prêtres, sur la prédication, la formation et la conduite morale et, pour les laïcs, dont elles témoignent d'une certaine méfiance, sur la fréquentation des sacrements, les funérailles, les prières, les indulgences et le calendrier liturgique (Ph. de Lignerolles). Plus riche semble l'analyse d'hagionymes et dédicaces pour comprendre la piété populaire : dans le diocèse de Saint-Papoul, l'importance du patronage de Marie et de l'archange Michel, l'emportant définitivement au XV<sup>e</sup> siècle, en disent long sur la fin des saints locaux et sur le triomphe de grands protecteurs (G. de Capella). Ce phénomène, comme tant d'autres, intervient dans le cadre d'une pastorale commanditée beaucoup plus des bureaux des évêchés ou de la curie pontificale que des modestes presbytères ; les efforts persévérants de la hiérarchie épiscopale ont considérablement contribué à faire de l'église paroissiale le centre de la vie socio-religieuse de la communauté (J. Avril, p. 44). Si tant est qu'elle ait jamais existée, c'est du côté des élites savantes qu'il faudra chercher les origines de la religion populaire.

La paroisse est-elle au cœur même de l'organisation politique des villages et des communautés d'habitants ? Le modèle languedocien analysé par M. Bourin tendrait à prouver qu'elle a beaucoup contribué à la naissance des communes ; l'œuvre de l'église est, au début du XII<sup>e</sup> siècle, la première forme d'organisation collective dans des villages où l'on confond consuls et *obriers*, mais l'*incastellamento* et le réajustement du réseau paroissial qu'il entraîne meneront dès 1160 à l'abandon de la paroisse comme forme de sociabilité communale. A Toulouse, l'organisation paroissiale est antérieure aux structures administratives d'une ville où le ressort de la paroisse a précédé le capitoulat (P. Gérard). La Provence de N. Coulet diffère du Languedoc parce que la confrérie villageoise y est prépondérante : sous l'invocation du Saint-Esprit, elle usurpe à la paroisse ou à sa fabrique le privilège de structurer autour d'elle la communauté d'habitants. Entre Rhône et Durance, les rapports entre paroisse et *universitas* présentent une originalité certaine ; l'initiative des laïcs y a été sans doute plus importante.

Au-delà de ses aspects religieux et sociaux, la paroisse présente plus prosaïquement un visage économique : elle est le lieu des perceptions de dîmes, oblations, prémices et mortalages, voire des plus originales contributions au luminaire de Pâques ou locations de draps funéraires (M. Fourmié). L'intention première des capitulaires carolingiens, consacrant une partie des récoltes paysannes à la rémunération du desservant de l'église et à l'entretien des bâtiments et des lieux de culte, a vite été détournée ; ces prélèvements s'inscrivent au XIV<sup>e</sup> siècle dans le cadre plus large des finances diocésaines et d'un système bénéficial contrôlé par Rome (A.-M. Hayez). L'intérêt de l'article de J. Chiffolleau est de démontrer la charge symbolique de toutes ces taxes ; l'enjeu du casuel est tel dans les mentalités collectives qu'il donne lieu à de nombreux conflits, surtout en Provence où la réforme grégorienne est restée superficielle ; aux refus de verser la dîme, encouragés par un gibelinisme hostile à la théocratie épiscopale, le clergé répond par une accusation stéréotypée d'hérésie. L'importance du casuel transparait dans la communication par laquelle A. Ramière de Fortanier voit dans la paroisse un décimaire qui a réussi. C'est l'expression on ne peut plus maximaliste du rôle économique joué par la paroisse ! De l'idéal au matériel, la paroisse permet d'embrasser les éléments les plus divers de l'institution ecclésiale ; il ne pouvait en aller autrement dans cette portion minuscule de l'Eglise globale qui est la paroisse, miroir privilégié de tous les problèmes religieux qui agitent l'Occident médiéval.

Jean-Michel MEHL, *Les jeux au royaume de France du XIII<sup>e</sup> au début du XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1990, 631 p., 1 cahier d'illustrations.

Version abrégée d'une thèse d'Etat soutenue en 1988, ce livre passionnant prend possession, et souverainement, d'un nouveau domaine du territoire de l'historien. L'auteur, dès ses premiers mots, place sa recherche sous le signe de l'histoire des gestes, et ce n'est sans doute pas un hasard si cet ouvrage paraît en même temps que livre de Jean-Claude Schmitt sur « la raison des gestes ». Le jeu qui retient ici l'attention de J.-M. Mehl est, avant tout, le geste social du jeu à plusieurs. Il n'est ici qu'accessoirement question du jeu de l'enfant ou du jeu solitaire. On n'en fera pas grief à l'auteur. Le programme qu'il suit est déjà assez vaste, d'autant que les sources d'une telle enquête sont, selon ses propres termes, « partout et nulle part » (p. 20). C'est plus souvent partout que nulle part et il a fallu, pour nourrir et bâtir ce livre déployer des trésors d'érudition. On en mesure l'ampleur et la diversité au travers de la bibliographie. Cette moisson de lectures déborde le cadre privilégié, mais non exclusif du royaume de France.

Dans la première partie, « Anatomie », J.-M. Mehl s'attache à décrire les différents jeux connus, à analyser les objets qu'ils mettent en œuvre, à en restituer et en présenter les règles, examinant successivement le jeu de paume, les jeux de lancer, les jeux d'armes, les barres et la soule, les dés, les échecs, les jeux de table et marelle et les cartes. Il lui faut, pour cela, déjouer les pièges tendus par des pseudocontinuités qui suggèrent des interprétations faciles mais fallacieuses, qu'il s'agisse de l'apparente origine antique de jeux « renouvelés des Grecs » ou de l'éternité des traditions populaires. C'est ainsi qu'au terme d'une étude attentive des textes, la soule, que l'on avait pu croire faire entrer dans un schéma d'évolution « progressiste » (du jeu sauvage au sport policé), s'avère être un vocable « sous lequel se cachent des jeux parents, certes, mais divers » (p. 68). Cette enquête minutieuse, prudente et habile ménage de nombreuses surprises au lecteur, de cette forme de jeu d'échec qui utilise les dés pour faire avancer les pièces, à ces quilles que l'on abat avec un bâton. Le lecteur provençal prendra un intérêt particulier à l'historique de la progression de la carte à jouer, où Marseille et Avignon tiennent une place notable.

L'auteur cherche ensuite à mieux connaître les joueurs, les lieux et les moments du jeu. C'est l'objet de la seconde partie, intitulée « physiologie ». Pour élaborer sa sociographie du jeu, il utilise un corpus constitué par un ensemble de lettres de rémission octroyées au profit de joueurs. La méthode a ses limites : elle accentue le poids du nord du royaume dans le champ d'études, elle privilégie certains groupes sociaux et occulte les femmes et elle fournit parfois des assises numériquement trop modestes aux conclusions. Mais l'auteur en est pleinement conscient et utilise ce matériel avec prudence, discernement et habileté. Tout le monde joue, certes, mais des variations significatives apparaissent selon le statut social et le groupe d'âge. On découvre au fil de l'analyse que le jeu, à l'exception de quelques jeux collectifs, n'est pas un instrument de brassage social. L'étude des lieux du jeu souligne la prépondérance attendue de la taverne pour tous les jeux d'intérieur, domination peut être accentuée par le recours à un corpus issu de délits publics. Elle apporte aussi des éclairages neufs sur les liens de la paume avec le cloître, dont elle semble issue et ne s'éloigne que progressivement (p. 260 sqq), ou sur la fréquence des parties de soule disputées en limite de terroir, incitant à chercher l'origine du jeu dans la sublimation de violences rurales nées de « contestations à propos de la propriété du sol ou de droits d'usage ».

Filant la métaphore médicale, J.-M. Mehl intitule « diagnostic et thérapie » la troisième partie qui traite de la société face au jeu : jeu et opinion, jeu et pouvoirs. Il y analyse avec finesse la dialectique de la répression et de l'organisation car, « à défaut

de le faire disparaître, les pouvoirs ont essayé de l'organiser » (p. 375). Les dernières pages, passant du sens littéral au sens symbolique proposent une « relecture des jeux médiévaux », leur rôle et leur fonction, qui débouchent sur une réflexion plus large sur le jeu dans la société.

L'ouvrage comporte un index des noms de personne et des noms de lieux et un important répertoire des jeux connus mais non étudiés dans le texte. On regrette toutefois l'absence d'un index-matière dont la table des matières détaillée ne dispense pas. C'est ainsi que le chercheur provençal habitué à trouver dans les promesses de ne plus jouer qu'il rencontre chez les notaires l'engagement de cesser de jouer aux amandes ou, plus rarement aux noisettes, aura du mal à retrouver ces jeux dans le texte ou à en découvrir l'équivalent (qu'il trouvera sous la forme jouer aux noix, p. 103 à la rubrique « jeu de la fossette »). De même, s'il ne consacre pas de développement spécifique à ce thème, l'auteur fait quelques allusions éparées au pari, dont le goût se développe pourtant à cette époque, comme l'ont montré notamment à propos de Valence et d'Arles J. Guiral et L. Stouff ; on regrette de ne pouvoir les regrouper commodément. Il faut, une fois de plus, déplorer le report des notes en fin de volume : les méthodes actuelles de l'édition ne permettent plus de justifier cette fâcheuse habitude par la nécessité d'éviter un surcoût. Saluons, en revanche, la présence d'une table des illustrations qui fournit les références précises de tous les documents publiés.

Noël COULET

Gilbert DAHAN, *Les intellectuels chrétiens et les juifs au Moyen Age*, Paris, 1990, Cerf, collection Patrimoines, 637 p.

Ce titre modeste ne révèle qu'une partie de la richesse de ce bel ouvrage — thèse soutenue en 1986 — qui déborde largement le cadre de l'histoire intellectuelle et constitue en fait le pendant pour les XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles de ces deux maîtres livres que sont les thèses de Marcel Simon (*Verus Israel*) et de Bernhard Blumenkranz (*Juifs et Chrétiens dans le monde occidental 430-1096*). Si le cœur de l'ouvrage est effectivement l'analyse du regard que portent sur les Juifs ceux des chrétiens qui « font métier de penser et d'enseigner leur pensée », pour reprendre la définition qu'en donnait Jacques Le Goff dans précieux petit livre, Gilbert Dahan a estimé, à juste titre, qu'il ne pouvait le faire sans situer leur réflexion dans le cadre du contexte social et culturel des relations judéo-chrétiennes et par rapport à l'arrière-plan des prises de position de l'Eglise officielle. Plus du tiers du livre y est consacré, ce qui nous vaut une remarquable synthèse solidement informée et surtout finement nuancée et judicieusement équilibrée. Dans l'ensemble, certes, la période envisagée (1096-1391), de la première croisade, occasion des premiers pogroms, à la vague d'émeutes qui prélude au déclin du judaïsme ibérique, est marquée par la dégradation progressive de la condition des Juifs dans l'Occident chrétien, mais il faut tenir compte de situations locales très différentes et, en outre, dès que l'on entre dans le détail de l'analyse, par exemple celle de l'attitude du pouvoir royal, pp. 43-62, se révèlent des attitudes contradictoires, souvent chez le même souverain. De même, l'examen du statut légal des Juifs d'après la législation royale, les statuts locaux et les textes inspirés par le droit romain montre à côté de la progression des concepts négatifs de possession et de servitude, l'affirmation de la citoyenneté, notamment en Provence, et d'autres signes d'intégration.

Positif... négatif, ces deux mots et le problème de leur délicate balance apparaissent dès l'introduction. L'auteur y affirme d'emblée que ce thème reviendra comme un leitmotiv au long de son étude (p. 13). L'étude de la doctrine, menée non seulement à partir des textes pontificaux et conciliaires mais aussi des disputes quodlibétiques, ces

questions d'actualité de l'Université médiévale et des consilia des juristes, conduit aux mêmes observations : « ambigüité », « manque de cohérence » procédant, en fin de compte, de la « doctrine bipolaire » d'une Eglise qui à la fois proclame la nécessité de la survie des « restes d'Israël » appelés à se convertir aux derniers jours, et s'impatiente du refus obstiné du peuple Juif, affirme la culpabilité des Juifs dans la Passion, fondement de leur déchéance, et proclame la nécessité d'assurer leur protection. Un lien profondément logique unit ces deux premières parties aux deux suivantes qui constituent le cœur de l'ouvrage et traitent de l'attitude des intellectuels sous le double signe de la rencontre et de l'affrontement. Des rencontres qui se nouent essentiellement autour de la langue hébraïque et de la Bible, mais qui, signes d'une rupture de l'équilibre, ont désormais moins de poids que les manifestations de l'affrontement idéologique. Toutefois, les débats sur l'interprétation de l'Écriture, la vérité du christianisme et la vétusté du judaïsme sont loin d'épuiser le problème de l'attitude des intellectuels chrétiens devant le judaïsme. Il faut sortir du cercle des spécialistes et du cadre des débats techniques pour atteindre la « pensée plus banale » de ces hommes d'études, discerner l'image qu'ils se font des Juifs et dégager la substance théologique implicite que révèle cette partie plus quotidienne de leurs discours. Cette enquête dévoile « ce que l'on pourrait caractériser comme une schizophrénie » : la superposition au Juif concret, proche et familier d'une image faite de stéréotypes « transmis depuis la littérature patristique » d'un Juif charnel, errant et diabolique, cette figure que G. Dahan nomme le « Juif théologique » et qui s'alimente au seul versant négatif de la théologie du judaïsme. Faut-il penser que le glissement qui s'opère, dans cette image du judaïsme, de la différence au caractère diabolique « est moins le fait des théologiens que d'une évolution brusque des mentalités populaires ? » On peut en douter. L'auteur, toujours nuancé, voit bien que la sensibilité populaire « se nourrit de thèmes trouvés en germe » chez des théologiens qui « ne font aucun effort pour réfréner ces mouvements incontrôlés ». Il faudrait porter l'attention sur la vulgarisation de la réflexion des intellectuels, et tout particulièrement sur la prédication, mais ce serait là l'objet d'une autre étude.

Noël COULET

Gabriel AUDISIO et Isabelle BONNOT-RAMBAUD, *Lire le français d'hier. Manuel de paléographie moderne XV-XVIII<sup>e</sup> siècle*, préface de Jean Favier, Paris, Colin, 1991, 252 p.

Ce livre vient à point. Il répond à une attente, que les auteurs évoquent dès leur introduction, celle d'un public que la quête généalogique fait affluer dans les dépôts d'archives et qui ne tarde pas à butter sur le problème de la lecture des écritures anciennes. Il devrait atteindre son objectif. L'analyse des abréviations et la présentation des formes des lettres est claire et bien articulée sur le corpus des textes fournis. Ces textes, une cinquantaine, présentent généralement un réel intérêt en eux-mêmes. Souvent les auteurs le dégagent, associant ainsi le commentaire de document à l'exercice de déchiffrement, et l'on peut espérer que les généalogistes qui utiliseront ce manuel découvriront ainsi que l'on peut faire autre chose dans les archives que d'y reconstituer inlassablement des lignées. Quelques notes bien venues éliminent les principales difficultés de vocabulaire. Les reproductions des documents sont de bonne qualité. Le choix proposé est assez varié pour offrir des exemples de différents types de texte et donc familiariser le lecteur avec différents formulaires : actes de la chancellerie des derniers comtes souverains, délibérations communales, actes notariés, correspondances, pièces comptables etc. Pour une fois, les documents choisis, au lieu de privilégier la France du nord, sont empruntés en majorité aux dépôts d'archives méridionaux, les

archives municipales de Marseille se taillant la part du lion. On y trouve même, le fait mérite d'être signalé, quelques documents en provençal. Il n'aurait pas été mauvais d'en donner la traduction, en plus de la transcription et d'expliquer certains termes comme « appels » (doc 27) dont le sens n'est pas évident pour ceux qui ne sont pas familiers avec les institutions communales de la Provence.

Les textes s'étalent entre les dernières années du XV<sup>e</sup> siècle, représentées par deux pièces, et la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Le XVI<sup>e</sup> siècle domine (près de 30 documents). Les documents sont classés, non par ordre chronologique, mais par degré de difficulté, en trois paliers qui débouchent et culminent sur un texte particulièrement retors laissé à la seule ingéniosité du lecteur. Cette impasse sur la chronologie caractérise également l'introduction, où l'on cherche en vain des développements sur l'évolution de l'écriture dans la longue période considérée, en dépit du sous-titre fallacieux du chapitre 5, « permanences et métamorphoses ». Le développement, fort intéressant en lui-même, qui est consacré aux manuels de calligraphie, ne fournit pas l'éclairage que l'on attendrait sur ce point.

Il faut corriger quelques transcriptions. Dans la pièce 19 figure à deux reprises une lecture inexacte : « molhet » pour « molher ». Dans le document 17, autre texte en provençal, il faut lire au début du dernier paragraphe « aven » au lieu d'« avie ». Le texte du document 11 (lettres closes du roi René), tel qu'il est restitué ligne 6, est peu intelligible : la galère a été « darrenierement (dernièrement) envoyée au secours » de Barcelone, et non « d'arremement (?) au service » de cette ville. Autre texte du XV<sup>e</sup> siècle, le 38 s'achève par une formule de salutation qui se lit « qui vous doint se que desirés » et non « que vous donne ». Le n<sup>o</sup> 17 se comprendrait mieux en lisant, ligne 5, l'adversatif « ains » au lieu de « arme ».

Les chapitres qui préludent à ce manuel s'attachent à définir le statut de l'écriture dans un monde dominé par l'oralité, à cerner la place de l'écriture manuscrite dans un monde progressivement conquis par l'imprimé, ainsi qu'à analyser les conditions de l'accession du français au statut de langue écrite. Le problème de l'évolution de l'alphabétisation, tel qu'il est évoqué au chapitre 2, exigerait, lorsque l'auteur traite de la période antérieure à l'invention de l'imprimerie, une approche plus nuancée, qui dissocie apprentissage de la lecture et de l'écriture, tienne compte des travaux récents, tel l'article de A. Derville dans les *Mélanges Trenard*, qui révèle que l'usage de l'écriture était beaucoup plus répandu au XV<sup>e</sup> siècle que l'on ne le laisse ici penser, et s'accorde avec les connaissances actuelles sur la diffusion des « petites écoles » avant le XVI<sup>e</sup> siècle. On est surpris de voir situer au lendemain de l'apparition de l'imprimerie « la naissance de l'écriture cursive » (p. 31). Décidément, comme l'écrivait récemment un médiéviste américain : « Modern historians... are voracious chauvinists »<sup>1</sup>.

Noël COULET

*L'espace et le temps reconstruits. La Révolution française, une révolution des mentalités et des cultures ?* Actes du colloque organisé à Marseille par la Commission Scientifique régionale pour le Bicentenaire de la Révolution française et le Centre Méridional d'Histoire sociale des mentalités et des cultures les 22, 23 et 24 février 1989. Préface de Philippe Joutard. - Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1989. 15 × 21 cms, 390 p., couverture en couleurs. Prix : 250 francs.

Révolution dans le temps vouée à l'échec devant le retour du calendrier liturgique,

1. Joël T. ROSENTHAL, in M.M. SHEENAN (dir.) *Aging and the Aged in Medieval Europe*, Toronto, 1990, p. 173.

mais années intensément vécues dans l'attente de l'homme nouveau enfin régénéré, rationalisation irréversible et matricielle de l'espace de la Grande Nation, mémoire des ruptures et des continuités au long du XIX<sup>e</sup> siècle, ces thèmes, adroitement entrelacés, ont fait le succès du colloque organisé par l'Université de Provence en février 1989 dont les actes viennent de parvenir. En ces années de bicentenaire, l'ambition d'un colloque réussi dut être triple : favoriser une indispensable avancée de l'histoire provinciale, susciter l'intérêt des chercheurs dans tout l'hexagone, attirer enfin quelques-uns de ces historiens, étrangers et amis, dont le regard sur la Révolution, diffèrent du nôtre, nous interdit le confort des certitudes acquises. A défaut de pouvoir tout citer des trente-trois communications retenues dans un volume de près de 400 pages, un retour sur quelques points majeurs permet d'affirmer que l'enjeu fut tenu.

D'un minutieux dépouillement des papiers du Comité de division (Archives nationales, DIV bis), Alan Forrest, de l'Université d'York, a tiré la substance d'un exposé fort critique des rivalités et contestations interurbaines qui accompagnèrent « le découpage administratif de la France révolutionnaire », de lecture suggestive, même après les travaux de M<sup>me</sup> Marie-Vic Ozouf-Marignier (pp. 3-12). De l'ancien Languedoc à l'émergence d'un Midi regroupant plusieurs départements, M. Péronnet s'est efforcé de suivre les voies qui, constate-t-il, furent diverses : singularité linguistique reconnue par le décret du 14 janvier 1790, créations d'arrondissements ecclésiastiques en suite de la Constitution civile du clergé, formation de l'armée du Midi le 13 avril 1792 (pp. 13-22). Reconstruire l'espace pour susciter un autre mode d'organisation sociale, ce fut aussi le « politiser » par l'activité des clubs, les débats des sections, les missions des commissaires Jacobins, objets des très brillantes interventions de MM. Allard, sur les affrontements qui, à Arles opposèrent gens de la Hauteur, propriétaires terriens et royalistes, à ceux de la Roquette, marins et journaliers, « chiffonnistes » et « monnadiers » (pp. 35-48), Crook sur les sections de Toulon (pp. 49-63) et Guilhaumou sur « les missionnaires patriotes » en Provence (pp. 77-84). Mais, au temps du Directoire, l'effort de rationalisation du découpage administratif tenté dans la République helvétique, que l'on envisagea de partager en 90 districts, chacun de 4.000 citoyens actifs se heurta à la vigueur des Cantons, lieux de solidarités indifférentes à la géométrie, ce qu'expose M. Walter, « Nouvelle donne territoriale en Suisse : les imaginaires spatiaux de la Révolution » (pp. 23-33). Toute gestion de l'espace implique enfin mesure de ses dimensions et évaluation de ses productions. Artisan pionnier d'une métrologie rénovée, des références naguère réunies par Burguburu à la discipline parvenue à maturité qu'il a refondée, M. Jean-Claude Hocquet montre enfin quelle « évolution dans la Révolution » fut l'invention du système décimal (pp. 97-108).

Second thème débattu en ces assises marseillaises, le temps mesuré et vécu. A la question, « Le calendrier républicain, une nécessité idéologique et/ou scientifique ? », M<sup>me</sup> Marie-Hélène et M. Michel Froeschlé-Chopard (pp. 169-180) répondent avec nuances, limitant le rôle de Lalande et Delambre à celui de « techniciens consentants » et rejoignant, somme toute, les vues de Mona Ozouf dans le *Dictionnaire critique...* Sous l'angle de la méthodologie, l'étude d'un historien allemand, M. Meinzer, sur l'application du calendrier dans la région marseillaise (pp. 181-196) ouvre matière à réflexion sur « la maîtrise du quotidien » que voulaient Romme et Fabre d'Eglantine. Egalement incitatrices, d'autres communications s'attachent à déceler proximités et distanciations entre événements et prise de conscience, dans la presse parisienne (M. Labrosse, pp. 109-120) ou provinciale (M. Rétaat, pp. 121-130), la pédagogie (M. Grassi, pp. 131-142), le « discours intime nobiliaire » (Mme Grassi, pp. 143-152), les hymnes révolutionnaires (Mme Béatrice Didier, pp. 207-216), le roman (Mme Krief, pp. 217-225). Mais, dans l'économie de ces actes, une faille. La brève intervention de M.

Michel Morineau, « Le vandalisme révolutionnaire » (pp. 71-76), aurait dû être rapprochée de celle de M. Edouard Pommier, inspecteur général des Musées, « Boissy d'Anglas : culture et conscience de l'histoire en l'an II » (PP. 153-167), à propos de la brochure adressée courageusement à la Convention par ce dernier le 25 pluviôse an II sur ce que nous appelons aujourd'hui la prise en charge de l'héritage culturel et la conservation du patrimoine.

Depuis le colloque de Marseille, le congrès mondial tenu à la Sorbonne en juillet sur « L'image de la Révolution française » avait largement débroussaillé les questions soulevées par sa mémoire au XIX<sup>e</sup> siècle. Il faudra néanmoins lire les excellents textes que rassemble le volume du Centre Méridional d'histoire. Citons-en quelques-uns au moins, celui de M. Duranton sur l'historiographie de la Révolution sous la Restauration (PP. 231-242), ceux aussi de MM. Saillard sur la mémoire des prêtres constitutionnels (pp. 295-306), Skinner sur les Montagnards du pays d'Apt en 1851 (pp. 273-280), ou de M. Simon sur « Les Rouges du Midi » (pp. 259-271).

Sans qu'il soit besoin de répéter ici, après tant de contributions savantes et alertes, que le Bicentenaire ne fut pas l'exaltation d'un objet culturel refroidi, deux communications, de sens inverse, peuvent, à l'encontre de l'ordonnance de ces actes, être réservées pour la fin. Dans la première, M. Jacques Viard, de l'Université de Provence, après avoir vertement rabroué, de Tocqueville à Roger Garaudy, ceux qui, d'ignorances en contre-sens, altèrent la figure de Pierre Leroux, fondateur de l'*Encyclopédie nouvelle*, retrouve dans un dialogue composé par cet auteur en 1842, quatre articles de la Déclaration des droits... empruntés au projet de Robespierre (pp. 281-293). De l'École des Hautes Etudes en Sciences sociales, quant à elle, Mme Netter fait l'exégèse de « La Révolution est un bloc : à propos de Thermidor et de Clemenceau » (pp. 249-258), à l'origine des plus contemporaines errances idéologiques, pense-t-elle ! Rappelée par Michel Vovelle, la vision hégélienne du temps et de l'espace réconciliés par l'espoir d'un monde changé achève de donner à ces actes, qui surent éviter le disparate, leur sens et leur portée.

Vital CHOMEL

Paul LAFRAN, *La Révolution à Saint-Chamas en Provence de 1789 à 1795*, Marseille, 1988, 198 p., ill.

Paul LAFRAN, *La Révolution à Saint-Chamas en Provence de 1795 à 1800*, Marseille, s.d. (1989), 199 p., ill.

Paul LAFRAN, *La grande misère de Saint-Chamas le Riche au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Marseille, 1990, 174 p., ill.

L'actif président des « Amis du vieux Saint-Chamas » apporte de nouvelles preuves de sa parfaite connaissance des archives locales dans trois publications récentes, toutes trois éditées par cette association, avec l'aide du conseil municipal.

Cette connaissance est irremplaçable. La vie d'un village, en effet, si elle ne peut échapper aux répercussions des événements de l'histoire générale, est faite de bien d'autres éléments, dont, seuls, les documents locaux gardent la trace. Les trois volumes que nous signalons s'ajoutent à de nombreux autres, tous publiés par la Société des Amis du vieux Saint-Chamas, et constituent, pour la plupart, la collection des bulletins de cette Société. Ainsi ont été mises à la portée du public les archives de Saint-Chamas, et tout particulièrement les délibérations municipales, source essentielle, largement exploitées par Monsieur Lafran.



Le dernier volume, qui vient de paraître, évoque la période la plus ancienne, les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Le titre, opposant le surnom de « riche » à la misère du village, se veut paradoxal ; l'auteur expose, à l'aide d'exemples, que la richesse est celle de quelques-uns, et s'est manifestée par des bâtiments de prestige ; en fait, le village compte de nombreux pauvres, et la communauté n'est nullement à l'aise. L'impécuniosité des communautés n'a rien qui doive surprendre, c'est un mal chronique, et qui n'est pas propre à l'Ancien Régime ! Mais c'est l'occasion de connaître le mode de gestion et de ravitaillement, l'histoire de l'hôtel de ville, et grâce au recensement de l'an IV (1795), la composition des familles, les métiers, l'urbanisme ; est mentionné en outre le patrimoine architectural encore existant (ce qui permettra, peut-être, quelques sauvetages).

Les deux fascicules précédents ont traité de la révolution à Saint-Chamas, de 1789 à 1800. Il s'agit, une fois rappelée l'histoire nationale et régionale, de décrire les événements locaux, élections, rivalités, voire règlements de comptes entre jacobins et modérés. De très nombreux documents sont cités, certains même reproduits en photographie, de sorte qu'on est en présence, essentiellement, de sources, qui viennent s'ajouter à ce que l'auteur avait déjà publié sur cette période dans *Saint-Chamas des origines à 1851* (1855) et *Saint-Chamas pages d'histoire 1712-1914* (1966), tous deux épuisés. On le sait, les archives municipales sont souvent riches pour les XVIII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et très riches pour la période révolutionnaire, où une frénésie d'activité et de proclamations s'est emparée des villes et des campagnes, laissant un matériau encore souvent peu exploité. Monsieur Lafran s'y est plongé, et fait revivre mainte « affaire » que le climat trouble de l'époque a suscitée et entretenue.

Une abondante iconographie agrémenté ces publications, présentées sous couvertures illustrées : imagerie révolutionnaire, empruntée en grande partie aux travaux de Michel Vovelle, mais aussi au fonds local, cartes postales anciennes, dessins de Marc Sylvestre, et, pour *Saint-Chamas le riche*, photographies d'immeubles des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Sans nous arrêter à quelques inexactitudes (S.M. catholique est le roi d'Espagne, alors (1747) allié au roi de France contre les Austro-Piémontais), ou coquilles (hors pour or), louons aussi la qualité de l'impression et de la présentation. Les habitants de Saint-Chamas — devenu un temps Port Chamas à l'époque de la Terreur — apprécieront cet hommage à leur petite patrie, tout comme la Société de statistique avait distingué, en 1957, le chercheur et l'animateur à qui elle avait décerné une médaille.

Madeleine VILLARD

Georges RICARD, *Marseille sur Fos ou la conquête de l'ouest*, Marseille, C.C.I.M., 1989, 300 p. Collection Histoire du commerce et de l'industrie de Marseille.

M. Ricard nous donne ici, dans une langue claire et précise, une solide mise au point, laquelle ramène le « mythe de Fos » (M. Roncayolo) à ses vraies dimensions. L'auteur est membre honoraire des services de la chambre, et ses fonctions l'ont amené à suivre de près ce dossier :

— C'est en 1951 que le Président Rastoin lance le projet d'une sidérurgie littorale dans la région marseillaise, en évoquant les précédents des USA et de la G.B. ; il est relayé, dès 1952, par G. Defferre qui demande, lui aussi, une usine sidérurgique.

— Les besoins en pétrole deviennent tels que, dès 1957, la direction du port se penche sur un projet, le golfe de Fos offrant des avantages évidents.

— Il faut attendre encore quatre ans, le 6 octobre 1961 pour « la première prise de

*position publique effectuée en commun par la Chambre de Commerce et la Direction du Port de Marseille dans le golfe de Fos » (p. 59).*

— C'est au 13.2.1964 que l'on doit fixer l'acte de naissance de Fos : l'approbation par Paris du projet de port, avec la prise en considération d'un plan d'ensemble.

— En 1966 c'est la création du Port Autonome, qui va réussir la mission d'aménager et de commercialiser Fos.

— Le 20 décembre 1968 a lieu l'inauguration officielle du port par le Premier Ministre ; quatre jours après arrive à quai le plus grand pétrolier alors en service en Europe.

— Enfin, le 9 décembre 1969, un comité interministériel décide la création de la sidérurgie à Fos.

Reste à dresser le bilan :

— En termes d'emplois : Fos en a créé directement de 9 à 10.000, indirectement 25.000, bien moins qu'il n'avait été prévu à l'origine.

— La production d'acier a atteint 4 millions de tonnes en 1988, ce qui est à la fois beaucoup et peu par rapport aux visées initiales ; mais la chimie et la pétrochimie s'y sont solidement implantées.

— L'essor portuaire, lui, ne se discute pas.

— Bref « *Fos... est une réussite à la fois technique, industrielle et commerciale* » (p. 189).

L'investissement est venu en priorité du privé — 40-50 milliards de francs — contre 4 pour le public : Etat et Port Autonome ; et le Président P. Fabre, dans la postface de cet ouvrage, ne se fait pas faute de rappeler que l'argent investi dans le port de Marseille-Fos a eu un rendement trois fois supérieur à celui placé dans d'autres ports. Tous ces faits ne prêtent pas à discussion, sauf peut-être sur un seul point : M. Ricard (p. 12) fait allusion visiblement à l'ouvrage que nous avons consacré à L. Pierrein, à propos des cycles Kondratieff, qu'il ne semble pas désireux de scruter plus avant. C'est son droit le plus strict. Mais une lecture, en longue durée, de la création de Fos suscite cependant quelque interrogation : pourquoi une création aussi tardive, alors qu'au moment où démarraient les chantiers, les Japonais avait déjà renoncé à ce type d'industrialisation ? Bien des déceptions légitimes — voire même des souffrances — eussent été évitées avec un démarrage plus précoce.

L'on notera de précieuses annexes.

Jean GEORGELIN

RONCAYOLO Marcel, *L'imaginaire de Marseille, port, ville, pôle*, Marseille C.C.I.M., 1990, 368 p., collection « Histoire du commerce et de l'industrie de Marseille XIX-XX<sup>e</sup> siècles ».

Donnons-en acte aux responsables de cette collection : ils sont en train de gagner leur pari — ce livre, à la superbe iconographie, est d'une densité telle qu'il appellerait plutôt un article qu'un compte-rendu, article que nous nous promettons de rédiger dans les mois à venir. Sous la plume d'un éminent universitaire parisien, géographe, d'origine marseillaise, c'est une vision de synthèse, du passé et du présent de Marseille, qui nous est ainsi proposée en trois volets : l'imaginaire conquérant, le système marseillais, l'imaginaire éclaté.

Nous irons droit à la partie centrale de cet ouvrage : l'on doit à L. Pierrein une réflexion — inachevée — sur le système marseillais, à savoir l'essor voulu de l'industrie marseillaise dans les années 1870-1950, en étroite symbiose avec le port (nous avons nous-même consacré un ouvrage à la pensée de L. Pierrein). M. Roncayolo ne met pas en cause ce schéma, mais il pense qu'il remonte aux années 1830 et les pages qu'il consacre à la statistique de Villeneuve, à la réalisation du canal de la Durance, semblent lui donner raison, étant admis qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle le port n'est encore mondial qu'à la marge. Le débat sur les docks, les années 1840, montre bien le jeu complexe, parfois difficile à cerner, des différents acteurs de la vie économique : Chambre, Administrations, Corps des Ponts et Chaussées.

L'apogée industriel de Marseille est atteint en 1913, Pourquoi le tassement ultérieur ? M. Roncayolo verse de nouvelles pièces à ce dossier brûlant :

— Les années 1920 les industriels marseillais redoutent la venue d'industries nouvelles à cause des salaires ;

— « *Les Marseillais bouèdent la réunion des capitaux et la cohérence des stratégies* » (p. 154) (Le jugement a déjà été formulé par Pierrein, Julliany, H. Giraud). Et à cela il n'y a pas de correctif, en particulier dans la banque ; enfin, avant même 1939, les premières usines apparaissent en Afrique française,

L'imaginaire éclaté ? C'est le lent délabrement du système, avec :

— La décolonisation (mais il convient de le rappeler sans cesse : en 1913 les colonies ne représentent que 20% du trafic du port) ;

— La régression du trafic dans les bassins marseillais, liée au repli portuaire sur la Méditerranée ;

— Les liaisons médiocres avec l'arrière-pays ; mais ici la géographie est tyrannique et les schémas de la centralité ne valent guère ou peu dans notre région ; en d'autres termes Marseille peut difficilement prétendre à « diriger » selon les grilles de Christaller, avec ses villes hiérarchisées ;

— Le recul de l'industrie, qui n'occupe que 15% de la population active... « *Assez dérisoire* »... (p.235) ; mais la crise a éclaté *avant* le retournement de longue durée de 1973 ;

— La dépopulation : Marseille a perdu 100.000 habitants depuis 1975 ;

— Le « *mythe de Fos* » (p. 231) où le décalage, à long terme, dans la mise en place des chantiers est bien noté.

Quelles solutions proposer ? M. Roncayolo se montre pessimiste et prudent, sensible au fait que les explications ne peuvent être d'ordre exclusivement économique, ne misant point trop sur les technopoles, ni sur le centre directionnel en cours de réalisations, et note l'incapacité des professions concernées à mettre en place un système de conteneurs efficace, l'essor de Barcelone qui n'a pas, sur le papier, plus d'atouts que Marseille, laquelle est en danger de perdre un immense stock immobilier, et, en fin de compte, met tous les décideurs en face de leurs responsabilités : « *La crise est moins dans l'absence d'atouts que dans une certaine impuissance à les jouer selon une certaine stratégie* » (p. 236).

Jean GEORGELIN

Pierre GEORGE, *Avignon d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Editions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, 1990, 127 pages.

En se fiant au nom de l'auteur, éminent universitaire connu, depuis sa thèse sur la région du Bas Rhône, publiée en 1935, par de très nombreux ouvrages de synthèse sur de multiples questions de géographie humaine et économique, et à la réputation de l'éditeur, le très respectable et austère Comité des travaux historiques et scientifiques, on attendrait, sous ce titre « Avignon d'hier et d'aujourd'hui », une savante étude sur le développement et la situation actuelle de l'agglomération avignonnaise. Mais, dès les premières pages, on est surpris : au lieu de la description froide et scientifique qu'on pensait trouver, on est entraîné dans une évocation très personnelle, une « promenade... à la recherche des souvenirs » comme l'indique le titre du chapitre, à la fois poétique et historique qui, au gré de la fantaisie du visiteur, nous mène d'un quartier à l'autre, jusqu'au-delà du Rhône, à Villeneuve.

Les cinq chapitres suivants sont un peu plus classiques, rappelant l'un après l'autre, les étapes de l'histoire si originale de la cité jusqu'à son rattachement à la France, en 1791, puis « l'épreuve de la modernité » et les problèmes que posent aux Avignonnais et à leurs édiles, « l'implosion automobile » et « l'explosion résidentielle » des années récentes. Le dernier, s'interrogeant sur le rôle du tourisme et du festival, s'achève par une méditation d'un ton très personnel sur le « sort exceptionnel et assez étrange de cette ville... microcosme où l'on réveille tous ses souvenirs. »

Ce petit livre (127 pages imprimées en caractères assez gros) est illustré de nombreuses photos en noir et blanc ou en couleurs, parmi lesquelles on trouve aussi bien des détails d'architecture (il est dommage que, par une bévue de l'éditeur, les deux images de couverture soient présentées, l'une comme le « sceau » (sic) du Palais des papes, l'autre (bien carcérale !) comme « la fenêtre des indulgences » (resic) que des paysages (y compris le lointain Ventoux et les gorges de la Nesque). Mais il n'est donc pas, on l'aura compris, à l'usage des érudits. Il s'y glisse même ça et là, quelques menues erreurs : la ville romaine, celle de la belle époque des deux premiers siècles de notre ère, n'était pas « toute petite... n'atteignant même pas le bas de la place de l'Horloge actuelle » (p. 48) : si on se fie aux pavements de mosaïques retrouvés, elle couvrirait une étendue comparable à celle de la cité du XIII<sup>e</sup> siècle, et le Vaucluse n'a pas été au nombre des 83 départements du royaume (p. 69) puisqu'il est né seulement en 1793. Mais c'est l'ouvrage d'un amoureux de cette ville qui évoque, en poète, le portrait et l'histoire de sa bien-aimée. « Rêve de la ville ou ville de rêve ? », c'est sur cette interrogation que nous laisse Pierre George.

René MOULINAS

Marcelle CHIRAC, *Hommage à Sainte-Victoire, la montagne de Cézanne*, Marseille, 1990, 54 p. Ill.

Élégante plaquette au tirage limité, aux luxueuses illustrations en couleurs, tel se veut cet « hommage » rendu à la montagne aixoise. Reprenant la méthode utilisée pour *Aix-en-Provence à travers la littérature française*, Marcelle Chirac a cherché quelle image les lettres, françaises ou étrangères, donnent de Sainte-Victoire. Passant rapidement en revue quelques rares descriptions, ou plutôt évocations anciennes, de l'abbé Papon à Joachim Gasquet, en passant par Stendhal, Barrès, l'auteur, après avoir noté avec étonnement le peu d'intérêt suscité par ce paysage chez des écrivains que la ville d'Aix a pourtant séduits, tels Tournefort, le comte Moszynski, le président de Brosses ou Mérimée, remarque pourtant que plusieurs peintres du XIX<sup>e</sup> siècle l'ont regardée et peinte, Constantin, Granet, Grézy, Loubon. Mais c'est Cézanne qui l'a véritablement révélée.

« La Sainte-Victoire fut l'univers privilégié de Cézanne » écrit Marcelle Chirac. Des citations judicieuses, de l'artiste lui-même ou de ceux qui ont parlé de lui, montrent quelle fascination la montagne a exercée sur lui. Sa masse, sa structure, ses ombres et ses lumières, il les a perçues, peintes à maintes reprises, de tous les angles possibles. A coup sûr, de cette campagne aixoise qu'il a tant et si souvent parcourue et magnifiée, par ses pinceaux mais aussi par ses écrits, c'est Sainte-Victoire qui émerge, dont il essaie de capter le visage, ou plutôt les visages ; elle est sa montagne.

Et cette image devient celle que les écrivains vont désormais donner de la campagne provençale. Zola, Giono, Louis Bertrand, Darius Milhaud, Jean-Louis Vaudoyer, Joseph d'Arbaud, Edouard Aude, le père Teilhard de Chardin, Maurras, Le Cardonnel, l'ont évoquée. Bien plus, deux romans de Marie Gasquet, qui racontent des « histoires vraies », affirment l'influence mystique de la montagne sur leurs héros ; Simone de Beauvoir, Jacqueline de Romilly expriment combien la beauté de cette nature sauvage les porte à la réflexion et à la méditation.

Ainsi, peinture et littérature, à travers l'ouvrage de Marcelle Chirac, célèbrent-elles Sainte-Victoire. Qu'il nous soit permis d'ajouter que le véritable album iconographique réuni par l'auteur est aussi un hommage ; photographies de paysages et de tableaux, légendées par des citations appropriées, achèvent de conquérir le lecteur ; citons, en particulier, aux pages 38 et 39, l'image de la montagne, vue par l'objectif photographique et par l'œil de Cézanne, et devant laquelle on peut rêver longuement.

Madeleine VILLARD

Ralph SCHOR et autres, *Anthologie des écrivains du Comté de Nice*, Nice, 1990, 499 p.

C'était une idée séduisante de publier une *Anthologie des écrivains du Comté de Nice*, parce que, si le Comté de Nice mena longtemps une existence quelque peu excentrique et effacée, l'esprit y souffla très tôt et s'y maintint jusqu'à nous, de Valérien de Cimiez, au V<sup>e</sup> siècle après J.-C., à Le Clézio, que nous aperçumes, et à Max Gallo, qui fut notre élève et notre collègue. Idée séduisante donc, mais difficile à mener à bien, encore que l'anthologie fût réservée aux enfants de Nice ou du pays (Jules Romains n'apparaît que par l'influence qu'il a pu exercer). Il fallait, tout en étant complet, éviter une énumération stérile, rendre, sans être trop long, à des oubliés et méconnus chaleur et existence. Ralph Schor a évité les écueils et présente une anthologie que nous croyons exhaustive et qui n'est pas pesante, aidé par une équipe de qualité : Denis Andreis, Maurice Bordes, André Compan, Henri Costamagna, Charles Alexandre Fighiera, Francis Gag, Roger Gasiglia, Ernest Hildesheimer, Roger Lassalle, Danielle Veran, Jean-Pierre Weiss.

L'*Anthologie* nous renseigne sur les poètes, romanciers, historiens, érudits, hommes d'église (dom Joseph Bonifacy), écrivains de théâtre, publicistes et journalistes du XX<sup>e</sup> siècle ; elle illustre aussi l'âme nissarde. A preuve la *lauda en onour de la miracoula Vierge de Fenestro* dont les vers en dialecte chantent dans la mémoire. Nous savons depuis les travaux de Michel Vovelle qu'alors que la déchristianisation touchait la Provence, le Comté fut un bastion de la tradition.

Comme on s'en doute, l'*Anthologie* est double : auteurs écrivant en français ou en dialecte, ou combinant les deux moyens d'expression, à la manière de Louis Gennari (1871-1952).

Bien entendu les uns et les autres chantent Nice, sa mer, sa promenade, sa cuisine (la *pissaladiera* de Victor Rocca), mais il leur arrive aussi de s'échapper jusqu'à Figuièr.

Dans ce cas, tout en décrivant cette oasis, ils restent pleins du souvenir de Nice. Il en va de même de bien d'autres. Pierre Hamp qui connaît son purgatoire et qu'il convient de réhabiliter, exalte le travail sous toutes ses formes et en tous lieux. Max Gallo recourt à l'histoire, à Garibaldi le Niçois, à Robespierre, à Vallès, mais il n'oublie pas la baie des Anges. Le Clezio enfin nous projette en de lointains paradis, tout en conservant la nostalgie de sa cité.

En ce domaine, la France est quelque peu différente de l'Italie. Dans l'Italie d'aujourd'hui, telle que nous la connaissons, le Sud semble avoir donné à la littérature nationale ses romanciers les plus doués, ses philosophes les plus subtils (Croce, Pirandello, Lampedusa et d'autres). La France n'en est pas à ce stade, mais depuis le félibrige ou, si l'on préfère, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la part du Sud-Est se précise, se confirme, s'accroît. Nous ouvrons le débat. A de plus qualifiés que nous d'y répondre.

Pierre GUIRAL

Laurent PORTE, *Fours à cade, fours à poix dans la Provence littorale, Les Alpes de Lumière 104*, 1990, diffusion Edisud, 48 pages, nombreuses illustrations.

Après la transhumance et la lavande, la revue *Alpes de Lumière* poursuit son exploration du patrimoine ethnologique de la Provence montagnaise avec ce fascicule consacré à la production de l'huile de cade, produit utilisé en pharmacie et cosmétologie. Le docteur Porte qui livre ici les résultats d'une patiente enquête sur le terrain dans les terroirs situés au sud de la Sainte-Baume, entre l'Huveaune et le Gapeau nous donne une étude précise et claire des techniques d'extraction de cette huile et de construction des fours en pierre sèche qui permettent cette production et l'accompagne d'utiles informations sur le marché et les producteurs jusqu'à l'arrêt de cette activité au milieu de notre siècle.

Noël COULET

Robert BRES, *Savines-le-Lac, 1789-1990, une communauté au passé*, Gap, Société d'études des Hautes-Alpes, 1990, 87 p., nomb. ill.

Cet ouvrage élégant, remarquablement illustré, offre un bref tableau de Savines à la fin de l'Ancien Régime, puis étudie à grands traits son histoire révolutionnaire et fait l'historique de trois monuments commémoratifs (plaque rappelant le passage le 29 août 1799 du pape Pie VI, monument aux morts de la guerre de 1870-1871, statue de la République érigée en 1906). Son intérêt essentiel est de décrire une organisation administrative (le mandement), économique et sociale qui semble définir un modèle de « bourg alpestre » de moyenne montagne des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, assez proche de celui qu'a analysé Alain Collomp dans ses travaux sur Saint-André-les-Alpes. Différent du « bourg urbanisé » de Basse-Provence, habitat aggloméré ceint de ses remparts, naguère défini par M. Agulhon, puisqu'il est marqué par la dispersion de l'habitat en hameaux — l'épicentre de la communauté glissant de surcroît ici au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle de La Paroisse à La Charrière, au nom significatif de l'importance de la voie de passage, qui devient chef-lieu communal en 1822. Mais il renferme une population socialement diversifiée d'où se dégage une élite bourgeoise qui formera sous la Révolution la garde nationale, les citoyens actifs et les élus des conseils municipaux, de district et de département. Il possède aussi ses lieux de sociabilité, trois

chapelles de pénitents puis un club. Deux traits différencient néanmoins cette bourgade de l'Embrunais des bourgs du bas-pays : la très forte alphabétisation masculine de la *gavotine* dauphinoise (93% des hommes signent leur acte de mariage sous Louis XVI contre 33% des épouses) et la gestion des pâturages et des bois par l'assemblée du mandement, selon « l'usage depuis un temps immémoré », qui traverse la Révolution.

Régis BERTRAND

Piero CAMILLA, *Statuta Civitatis Montisregalis. MCCCCXV*, Mondovì, 1988, (Biblioteca della Società per gli Studi Storici, Archeologici ed Artistici della Provincia di Cuneo, N° 25).

En 1984, les statuts de Montereale, i.e. de Mondovì (Piémont, province de Cuneo) de 1415, étaient repérés chez un libraire de Turin. Leur existence était attestée, mais ils avaient disparu des anciennes archives municipales. Redécouverte d'autant plus heureuse qu'ils forment le premier recueil conservé d'ordonnances de ladite communauté et que le registre de parchemin qui les contient est l'original. Celui-ci comporte, en outre, des additions allant de 1427 à 1453. Or, si tous ces statuts se trouvent inclus dans une édition de 1570, il était impossible d'y distinguer, jusqu'à maintenant, la compilation de 1415 des mesures postérieures du XV<sup>e</sup> et du XVI<sup>e</sup> siècle. De plus, la version de 1570 présente des mutations dans la graphie et, plus grave, de nombreuses fautes d'impression.

Aussitôt, la dynamique *Società per gli Studi Storici, Archeologici ed Artistici della Provincia di Cuneo* se portait acquéreur et remettait le document à la commune de Mondovì. Sans tarder, celle-ci décidait de l'édition et en confiait la charge à l'érudite confirmé qu'est Piero Camilla. L'initiative nous vaut un somptueux volume de 674 pages. Le parti adopté a été de reproduire en fac-similé le manuscrit, d'une indéniable qualité esthétique. Piero Camilla a estimé que la clarté du graphisme dispensait d'une transcription. Il a préféré accompagner la reproduction d'une traduction. Celle-ci parvient, tout en respectant scrupuleusement le texte latin, à l'éclairer et à le rendre accessible au non spécialiste. D'importantes annexes permettent de consulter aisément ces statuts. Une introduction les replace dans le cours de l'histoire tourmentée de Mondovì et, par-delà, dans celle du Piémont sud-occidental, insistant sur les similitudes avec le destin de Cuneo. A ce solide ensemble s'ajoutent une note d'Alessandro Crosetti, qui étudie les statuts de 1415 dans la perspective du devenir du droit municipal italien, et la publication, avec traduction, par Giancarlo Comino, de la bulle de 1388 par laquelle Urbain VI érigeait Mondovì au rang de cité épiscopale (le présent ouvrage étant édité à l'occasion du sixième centenaire de cet événement).

Ce livre n'est pas qu'un cas supplémentaire d'une authentique et ancienne politique culturelle italienne qui a offert, entre autres, un nombre notable de textes à la recherche et qui, par contraste, met en relief la détresse de l'histoire régionale en France. Il ne saurait laisser indifférent l'historien de la Provence. Il s'agit, en effet, d'un exemple particulièrement important des statuts municipaux du Moyen Âge tardif et du XVI<sup>e</sup> siècle, réalité qui concerne également, dans une certaine mesure, notre comté. Il est facile d'établir des parallèles avec la société provençale quant aux préoccupations qui s'y manifestent. Les dispositions concernant l'office des *camparii* (gardes champêtres) sont familières, comme l'importance et la nature des « bans », ces mesures de simple police, en particulier rurales, etc. Une liste de rapprochements ponctuels pourrait être très longue. L'essentiel est ailleurs. Il tient aux circonstances mêmes de l'élaboration des statuts. En 1396, le Montereale se soumet à la domination du prince d'Achaïe.

L'époque des aspirations à la liberté communale est révolue. Le recueil de 1415 témoigne, donc, d'une dialectique entre prérogatives étatiques et autonomie municipale, subtil compromis qui renvoie à la position des communautés de syndicat provençales. Dans le même temps, ces dispositions révèlent une perception très claire des caractères et de l'étendue du *ius proprium* d'une communauté locale. Au vrai, la fermeté des conceptions juridiques ne fait pas de Mondovì un cas d'espèce, mais un spécimen d'une véritable *koiné* du droit municipal en Piémont méridional<sup>1</sup>. Malheureusement, une tentative de comparaison avec la situation provençale tourne vite court car, on ne s'en étonnera pas, les publications qui autoriseraient des opinions argumentées sur le sujet demeurent bien insuffisantes de notre côté des Alpes...

Jean-Paul BOYER

Michel BALARD, *Les Croisades*, Paris, MA éditions, 1988, 213 p. (*Les noms, les thèmes, les lieux*).

Suivant le principe de la collection, l'ouvrage se présente comme une succession d'articles, classés par ordre alphabétique, que viennent compléter une bibliographie, une chronologie, des cartes, un index. Dans ces cadres imposés, Michel Balard a mis au service de ce manuel toute sa science et toute sa maîtrise de l'histoire des institutions, des conjonctures, des idéaux, des personnages, des intrigues, de tout ce qui restitue aux croisades leur vie, leur complexité, leurs dimensions. Son talent d'écriture aussi : chacune de ces petites pièces est un modèle de rédaction et de clarté alerte.

L'ouvrage s'ouvre sur les notices consacrées à chacune des huit croisades, puis commence l'ordre alphabétique. La sélection des articles (ici 74), exercice toujours délicat, rend bien compte de tout ce qu'en « hommes », en « lieux », en événements, et bien au-delà, les croisades ont pu mobiliser et susciter. La mise en route des croisades et leur déroulement font l'objet de onze articles (armement, financement, effectifs, itinéraires, marine, prédication, privilèges, recrutement, stratégie, Turcopoles, vœux de croisade) ; l'esprit qui les anime, avec ses élans et ses défaillances, est évoqué au moins six fois (critique, guerre sainte, idée de croisade, mission, pèlerinage, reliques) ; l'Orient chrétien apparaît à sept reprises (Alexis IV et V, Byzance et les Croisades, chrétiens orientaux, Chypre, Isaac II Ange, Manuel Comnène), l'Islam à onze reprises (Assassins, Ayyoubides, Baybars, Djihad, Druzes, Mamluks, Musulmans de Palestine, Nur al Din, Saladin, Seldjûkides et Croisades, Zngî, ainsi qu'Islam et Croisades). Sans tout citer, signalons aussi qu'aux croisés sont consacrées quinze biographies, individuelles, ou collectives (Champenois), aux villes de Terre Sainte, cinq monographies, aux cités maritimes italiennes, quatre. Les ordres militaires ne sont pas oubliés, ni les chroniqueurs (cinq) ni la papauté, ou ses titulaires (deux), ni les Juifs, ni les Mongols. On trouvera en revanche peu de choses sur les Etats de Terre Sainte, que l'auteur a exclus à juste titre d'un projet défini par le mot Croisades.

A la fois savant, et très maniable (courtes bibliographies d'articles, renvois d'un article à l'autre), ce manuel doit être impérativement recommandé aux étudiants qui rencontrent les croisades dans leur programme ; les enseignants qui auront eu l'heureuse idée d'en garnir leur bibliothèque y auront souvent recours et s'en féliciteront tout autant.

Charles M. de LA RONCIERE

1. L'occasion est opportune pour signaler deux autres ouvrages de Piero CAMILLA sur la même question : *Corpus statutorum comunis Cuneï*, Cuneo, 1970, (Biblioteca della S.S.S. A.A., n. 12) et *la Chiusa di Pesio*, s.l., 1985 (Biblioteca della S.S.S. A.A., n. 22).



## OUVRAGES REÇUS

- H. Aliquot. *La chronique d'Avignon*. Avignon, Aubanel, 219 p., ill.
- Archipal. Archéologie et histoire. Pays d'Apt et Luberon*. N°27, juin 1990, 40 p.
- J.-P. Avisseau et J.-P. Poussou. *Illustration du vieux Bordeaux*. Avignon, Aubanel, 1990, 300 p. ill.
- M. Blanchard-Lemée. *Recueil général des mosaïques de la Gaule*. II, Lyonnaise, 4 (X<sup>e</sup> supplément à « Gallia »). Paris, CNRS, 1991, 155 p., LXVI p 1.
- R. Bruni. *Bonnieux. Histoire et vie sociale d'une ancienne enclave pontificale en terre de Provence*. Apt, Etudes, 1989, 463 p., ill.
- R. Bruni. *Un girondin provençal, Lauze de Perret*. Apt, Etudes, 1990, 160 p.
- J. Chélini. *L'aube du moyen âge. Naissance de la chrétienté occidentale. La vie religieuse des laïcs dans l'Europe carolingienne (750-900)*. Paris, Picard, 1991, 548 p.
- J. Chélini. *Histoire religieuse de l'Occident médiéval*. Paris, Hachette, 661 p. (Coll. Pluriel).
- La città nell' Italia settentrionale in età romana*. Università di Trieste, Ecole française de Rome, 1990, X-698 p., ill.
- G. Dahan. *Les intellectuels chrétiens et les juifs au moyen âge*. Paris, Ed. du Cerf, 1990, 637 p.
- R. Favreau, J. Michaud, B. Mora. *Corpus des inscriptions de la France médiévale*. 14. *Alpes-Maritimes. Bouches-du-Rhône. Var*. Paris, CNRS, 1989, 223 p., pl. h.-T.
- Cl. Gontier. *Le cabanon marseillais : images et pratiques*. Marseille, Cerfise, 1991, 303 p.
- Le goût de l'antique. Quatre siècles d'archéologie arlésienne*. Arles, 1990, 135 p., ill.
- J.-M. Mehl. *Les jeux au royaume de France*. Paris, Fayard, 1990.
- Mémoires de l'académie des sciences, lettres et arts de Marseille*. Années 1944-1949 et 1950-1954, 212 et 241 p.
1388. *La dédition de Nice à la Savoie*. Actes du colloque international de Nice (Septembre 1988). Paris, Publications de la Sorbonne, 1990, 529 p.
- R. Nelli. *Le musée du catharisme*. Toulouse, Privat, 1991.
- R. Oursel. *Jean Proal*. Annales de Haute-Provence. 3<sup>e</sup> trim. 1990, n° 313, 176 p., ill.
- La paroisse en Languedoc (XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> s.)*. Toulouse, Privat, 1990, 429 p. (Cahiers de Fanjeaux, 25).
- La piété populaire en France. Répertoire bibliographique*. dir. B. Plongreon et P. Leroux. T. VI, *Provence, pays niçois, Corse*. Turnhout, Brepols, 1990, 219 p.
- La politique sociale du général de Gaulle*. Actes du colloque de Lille, 8-9 décembre 1989, dir. M. Sadoun, J.-F. Sirinelli, R. Vandebussche. Université de Lille III, 1990, 348 p.
- C.S. Rafinesque. *Constantine Samuel Rafinesque Schmalz on classification*. A translation of early works by Rafinesque, with introd. and notes [by] Arthur J. Cain (Tryonia, 20). Philadelphie, 1990, 241 p.

A. Reyne, D. Brehier. *Saint-Eutrope, évêque d'Orange au V<sup>e</sup> siècle*. Avignon, Aubanel, 1991, 248 p.

S. Simonsohn. *The Apostolic See and the Jews*. t. 2, Toronto, Pontifical Institute of medieval studies, 1990.

*Terrain*, 15, « Paraître en public », Octobre 1990, 164 p., ill.

*Une terre de Provence sous la Révolution : le pays d'Apt*. Apt, Archipal, 1990, 447 p., ill.

J.-Cl. Waquet. *Le grand duché de Toscane sous les derniers Médicis*. Ecole française de Rome, 1990, [7-] 657 p. (BEFAR, 276).

#### COLLABORATEURS DE CE NUMERO

Régis BERTRAND, Département d'Histoire, Université de Provence, 29, avenue Robert-Schumann, 13621 Aix-en-Provence, Cedex.

Germain COLLINET, Bibliothèque Universitaire, Section Lettres, Chemin du Moulin de Testas, 13621 Aix-en-Provence.

André COURTEMANCHE, Département d'Histoire, Université Laval, Cité Universitaire, Sainte Foy, Québec, Canada.

Albert GIRAUD, 38, bd du Roi-René, 13100 Aix-en-Provence.

Pierre GUIRAL, 39, cours Lieutaud, 13009 Marseille.

Yvonne KNIBIEHLER, Département d'Histoire, Université de Provence, 29, avenue Robert-Schumann, 13621 Aix-en-Provence Cedex.

Georges REYNAUD, Laboratoire de Morphologie expérimentale et caryologie, Université de Provence, 3, place Victor-Hugo, 13331 Marseille Cedex 3.

Laure VERDON, Département d'Histoire, Université de Provence, 29, avenue Robert-Schumann, 13621 Aix-en-Provence Cedex.